

# ENTRÉE LIBRE

Mensuel Tirage 10 000 copies

Journal communautaire de Sherbrooke

VOLUME 1 No 7/ 18 septembre 1986

## Vers où va Sherbrooke?

À la fin du mois dernier, les médias se réjouissaient d'une nouvelle incompréhensible. La cote de crédit de la ville de Sherbrooke «bondissait» de BBB à A, selon l'évaluation de la Société canadienne d'évaluation du crédit.

En très bref, cela veut dire que notre ville pourra désormais émettre des obligations (c.-à-d. emprunter) en payant moins d'intérêts. Sherbrooke est considéré comme plus «solvable», c'est donc un témoignage de confiance sur la santé financière et économique de la ville.

Pourtant, en 1982, la récession générale nous avait durement frappés. Les industries qui avaient assuré notre «richesse» passée étaient en déclin, et le sont encore. Au cours des dernières années, 2 000 emplois ont été perdus dans les secteurs «mous» comme le textile, l'ameublement et l'industrie forestière. Aussi, les événements récents à la Ingersoll Rand (3/4 des employés mis à pied) et à la Combustion Engineering (175 mises à pied suivies d'une grève) témoignent du déclin d'une partie du secteur manufacturier.

Pour sortir de la crise, la stratégie locale fut la même qu'auparavant: attirer les investissements dans les secteurs de pointe, activer le commerce et revoir le rôle de l'administration municipale. Il fallait opérer le changement de vocation de l'économie locale.

### Du charme et des cadeaux

Pour attirer les investissements, la ville lance d'abord ses campagnes de charme. Sherbrooke devient «Plus qu'une ville»; on nous décrit comme étant travailleurs, bilingues et accueillants. La «plus que ville» devient fleurie, les citoyen-nés étant invités à se décorer pour améliorer le paysage urbain. Si ces efforts déclenchent un sourire moqueur de notre part, d'autres méritent notre plus grand sérieux.

Pour activer l'activité économique, la ville subventionne (nous subventionnons), par le



Photo: Pierre Lejeune

programme Revi-Centre, les commerces désireux de se refaire une beauté pour attirer les consommateurs (encore nous). Aussi, elle a mis en vente plusieurs terrains jugés improductifs pour les rendre accessibles au développement. Les promoteurs, gens d'affaires par excellence, reçoivent une bonne oreille au Conseil municipal et les changements de zonage demandés sont souvent accordés.

Quand on parle de terrains improductifs, on parle bien sûr des espaces trop verts de notre «Plus que ville». Les bois et les boisés disparaissent ou rapetissent, eux qui ne faisaient que produire de l'oxygène, chose inutile s'il en est, dans une ville devenue entreprise.

Ces ventes de terrains ont participé à la relance de la construction, si apparente à Sherbrooke. La vigueur de la construction étant un signe de santé économique, il faudrait conclure que tout va bien.

### Bonne et mauvaise nouvelle

Le problème, c'est qu'on confond la santé de l'économie avec celle des personnes. Pourtant, il est difficile de faire le lien entre notre qualité de la vie tant

vantée et le rétrécissement du Bois Beckett, par exemple. Un autre exemple de cette contradiction se retrouve dans la description de la main-d'œuvre Sherbrookoise offerte par l'évaluation de la Société canadienne d'évaluation du crédit.

On décrit notre participation comme étant «concurrentielle, tant du point de vue des salaires que des arrêts de travail». Donc, on gagne moins et on grève moins. Il faut dire à ce chapitre que le revenu moyen des Sherbrookoises était de 333 \$/semaine en 1984 comparativement à 401 \$ pour le reste des Canadiens... Bonne nouvelle pour certains.

«En fait, poursuit l'analyse, c'est grâce à la disponibilité d'une telle main-d'œuvre que Sherbrooke a pu attirer des industries, telles que TIE» (entreprise fleurie de l'année) «et Baxter-Travenol» (qui fabrique de l'équipement para-médical). Rendus disponibles par la récession, les Sherbrookoises ont pris allègrement la route des études et du virage technologique.

Quant aux arrêts de travail, il est malheureux de constater que la ville pousse la courtoisie jusqu'à fournir ses policiers pour permettre à une compagnie comme la Combustion de pour-

Combustion:  
En grève

page 3

Le pouce  
qui rit plus

page 4

Parlons pauvreté

page 5

suivre certaines activités malgré le conflit de travail. Cela diminue considérablement les effets de l'action entreprise par les employés pour améliorer leur conditions de travail et de vie.

Pour finir, l'analyse prévoit que 6% de la main-d'œuvre locale serait affecté par un accord de libre-échange. A ces gens, on dit de ne pas s'inquiéter. Les nouveaux champions de l'économie les accueilleront sans problème. Un éditeur d'un journal local nous le promet, à condition

que l'on fasse preuve d'une certaine polyvalence. Plus facile à dire qu'à faire, surtout avec la formation que demanderont les nouveaux emplois et la quantité de jeunes qui sont déjà prêts à travailler, quand les fameuses jobs apparaîtront.

Patrick Nicol

L'affaire Rock Forest

## SHERBROOKE LAVE PLUS BLANC

Comme vous le savez déjà, la Ville de Sherbrooke a décidé de ne pas sévir contre les policiers impliqués dans l'affaire de Rock Forest. Parmi les motifs énoncés, on note le respect de la convention collective des dits-policiers et le fait que la souffrance morale endurée par ceux-ci est une punition déjà suffisante.

Nous baissons notre chapeau devant un tel respect des revendications syndicales, cela honore notre municipalité. Quand le syndicat des employé-es de la Ville redemandera qu'on arrête de confier à l'entreprise privée des contrats qu'ils-elles sont en mesure d'effectuer, on espère qu'ils recevront une oreille aussi attentive. On ne saurait faire deux poids deux mesures.

Rares sont les employé-es qui se méritent des promotions après une erreur aussi grave. Les employés de la Ville «coupables» d'alcoolisme qui ont été suspendus en savent quelque chose. Et si un jour, par erreur, un fonctionnaire faisait démolir la maison d'un-e de nos élu-es, verrait-il-elle son salaire augmenter?

Même si plusieurs «bavures» marquent nos mémoires, il semble que les policiers perdent rarement un procès. L'habit bleu se blanchit plus facilement, on dirait.

Nous ne cherchons pas ici à discréditer le corps de police ou la profession en entier. Nous savons que ces gens pratiquent un métier éprouvant, mais «l'invulnérabilité» de laquelle ils jouissent nous laisse perplexes. Peut-on faire respecter la loi et être au-dessus d'elle?

L'arrogance quotidienne qu'on leur permet, qui va du manque de courtoisie au non-respect flagrant du code de la route, donne au policier un pouvoir qu'elle ne peut pas toujours assumer. Le respect qu'ils demandent au citoyen-nes suppose que nous ayons confiance en eux. Cela est de plus en plus difficile, étant donné qu'ils-elles sont armés et que les juges et les élu-es eux, tirent «à blanc».

Et si la souffrance humaine devient une donnée à considérer, devra-t-on l'appliquer au buveur occasionnel qui tue au volant, au criminel repentant et au violeur qui doit s'humilier en cour?

L'équipe du journal

## SIDELINE d'ALPHA et BETA



## COMMENTAIRE

### Au tour de la rue Alexandre

Ça sent les élections... Comme à tous les quatre ans, nos élu-es se lancent dans une grande campagne de maquillage urbain, dans le but de se gagner les faveurs des électeurs-trices. Il semble en effet d'usage courant pour les administrateurs-trices municipaux-ales, de reporter la mise en chantier des travaux les plus séduisants juste un peu avant les élections. Y a-t-il meilleure façon de créer dans l'opinion publique l'impression que le mandat qui s'achève a été d'une grande efficacité?

Qu'est-ce que les gens de l'Hôtel de ville ne feraient pas pour faire oublier le manque de dynamisme et d'intérêt dont ils ont fait preuve au cours des quatre dernières années? Les taux effarants d'absence de nos représentants-es aux assemblées du conseil de ville (28% pour Robert Dandurand et 12.3% pour le maire Pelletier) en di-



sent d'ailleurs long à ce sujet. Mais puisque les périodes électorales semblent si propices au réveil des administra-

tions municipales, il faudrait peut-être envisager l'institution du suffrage annuel.

Louis Biron

### Le Recteur de l'Université

se prononce pour une hausse des frais de scolarité

Dans son mémoire qui sera soumis à la commission parlementaire sur l'éducation, le Recteur de l'Université de Sherbrooke, M. Aldée Cabana, émet comme hypothèse de financement des institutions universitaires une proposition de hausse des frais de scolarité.

À ce sujet, la coordonnatrice de l'AFEUS, Manon Ann Blanchard nous rappelle que «si l'accessibilité aux études supérieures a fait de grands pas ces dernières années au Québec, notre taux de diplomation stagne derrière les performances ontariennes. De plus, si l'on examine les données du recensement de 1981, on se rend compte que les taux de scolarisation québécois sont gonflés par la minorité anglophone du Québec».

Pour conserver intacte l'accessibilité à l'éducation, il en coûterait autant, sinon plus, au gouvernement en investissements, par exemple dans le système des prêts et bourses, que les fonds amenés par une éventuelle hausse des frais de scolarité!

On note aussi une forte tendance au Québec à s'inscrire dans les programmes courts, mineures, certificats, ce qui fait grimper le nombre des inscrit-es.

«En fait, 73% des étudiantes et des étudiants inscrit-es dans des certificats au Canada provenaient du... Québec. De ces étudiantes et de ces étudiants, plus de 90% étaient à temps partiel et la majorité (60%) se trouvait à être précisément des femmes.» (in La

qualité de l'éducation, parlons-en donc!, Vézina, Jean-Marie, 14 janvier 1986, AFEUS, page 5).

Il serait donc dangereux de porter atteinte à l'accessibilité à l'éducation par une mesure comme celle proposée par le Recteur dans son mémoire. Cette situation vient hausser les données de fréquentation réelle des universités.

Rappelons que les étudiantes et étudiants de Sherbrooke et de l'ensemble du Québec ont lutté le printemps dernier contre une hausse des frais de scolarité. Et qu'il se prépare pour cet automne des interventions à la mesure des «remises en question» gouvernementales ou administratives. Pour information: AFEUS 821-7655.

Afeus

LIBRE

Sylvie Bernier  
Louis Biron  
Dominique Dubreuil  
Liane Flibotte  
Suzanne Gauvin  
Normand Gilbert  
Richard Grenier  
Luc Lapointe

Nicole Laverdière  
Pierre Lejeune  
Josée Loignon  
Robert McKenna  
Mario Mercier  
Patrick Nicol  
Carmen Riendeau

AMECQ

Association des médias écrits communautaires du Québec

Éditeur: La Voie Ferrée

Impression: Communication des Cantons inc.

Entrée Libre est un mensuel paraissant le 15 de chaque mois. Le territoire couvert est délimité par les rues: Queen et St-Joseph à l'ouest, Le Phare au sud et la rivière St-François à l'est. Entrée Libre desservira prioritairement les intérêts des gens moins favorisés économiquement, socialement, culturellement, politiquement, et qui ne possèdent pas ou peu de pouvoir réel dans leur milieu de vie. Le journal se veut une alternative aux journaux existants. Il favorisera la circulation du point de vue des organisations luttant pour l'amélioration de nos conditions de vie et de travail en général. Entrée Libre privilégiera l'expression des gens ayant peu ou pas accès aux médias traditionnels. Les bureaux du journal sont situés au 187 de la rue Laurier local 310 au troisième étage, Sherbrooke, Qué. J1H 4Z4. Tél. 821-2270. Tous les projets d'articles présentés seront étudiés. Entrée Libre est membre de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (A.M.E.C.Q.).

COMBUSTION:

# On grève pas par caprice

**Un autobus en face de l'usine en guise d'abri temporaire. Des discussions calmes, animées ou enflammées mais absentes de la fumée normalement produite par la soudure quotidienne. Une baisse de revenu importante pour se battre pour ses conditions de vie, ses droits, son avenir plus sûr, pour sa dignité. Et dire qu'il existe encore des gens croyant que la grève «on fait ça pour le fun»...**

**E**n grève depuis le 4 juillet, les 475 travailleurs de l'usine de la Société d'ingénierie Combustion, située rue Roy à Sherbrooke, se battent principalement pour améliorer leur fonds de pension, le nombre de congés payés et leur salaire.

Le fonds de pension constitue sûrement un point de lutte important quand on sait que beaucoup de travailleurs et travailleuses, une fois à la retraite, se retrouvent sous ou près du seuil de pauvreté (49,6% des personnes âgées vivant seules selon le Conseil national du Bien-être social). Pourtant, l'écart entre la demande syndicale (0,25 cents/heure) et l'offre patronale (0,05 cents/heure) demeure important.

Sur le plan salarial, les demandes se situent à 10% la première année et 9% la deuxième année. Cependant, la compagnie n'offre que 4,5% et 4% et ce, à la condition que les employés ac-

ceptent le statu quo concernant la retraite.

## La compagnie et ses amis

Mais dans cette lutte, les travailleurs n'affrontent pas que la compagnie. Celle-ci a fait appel à une agence de sécurité privée pour la durée de la grève. Accompagnés de chiens, les agents de sécurité semblent prendre un malin plaisir à provoquer les grévistes. De plus, dans la nuit du 21-22 juillet, des billes d'acier furent lancées en direction des grévistes brisant ainsi une vitre de l'autobus servant d'abri. La

vitre brisée se situe du côté de l'usine...

De plus, depuis le début du conflit, la police est intervenue à plusieurs reprises. Par exemple, le 17 août, une quarantaine de policiers ont servi d'escorte à 12 wagons pour sortir de la marchandise. Il semble aussi que les grévistes soient sous surveillance constante.

Dans la foulée de tarification de certains services (prix minimum) que semblent vouloir préconiser certaines personnes à l'Hôtel de Ville de Sherbrooke,

Photo: Pierre Lejeune



Les grévistes n'ont pas perdu espoir...

Photo: Pierre Lejeune



Cette pancarte illustre leur état d'esprit.

on pourrait s'attendre à ce que la Combustion reçoive un compte pour toute cette protection. Mais non...

Le maire Pelletier (ancien directeur du service de police) a déclaré à un journal local qu'il ne voyait pas comment la Ville pourrait exiger des frais de la Combustion si le service de police exerçait le rôle pour lequel il existe». Voilà clairement exprimé le rôle véritable de la police! Protection de l'ordre établi et plus particulièrement des

compagnies à profit...

Mais, malgré ces différentes difficultés, les syndiqués du Local 1530 de l'Association internationale des machinistes, affiliés à la FTQ, conservent un bon moral et une bonne organisation.

Nous invitons donc les gens et les organisations à exprimer leur solidarité aux grévistes en allant sur les lignes de piquetage, en envoyant des messages de solidarité etc.

Normand Gilbert

## Quand je magasine, j'suis pas à vendre

**A** la fin du mois d'août, comme tout le monde, je devais passer quelques pénibles heures à magasiner. Ma voisine aussi avait des choses à acheter pour ses enfants qui retournaient à l'école, alors on a décidé d'y aller ensemble. On n'en revenait pas! Les femmes sur la rue, elles se font siffler, pis japper même! Ça arrête pas, tu peux pas faire cent pieds sans entendre quelque chose! C'est là qu'on s'est dit que la violence dans l'fond, des fois c'est des grosses affaires mais des fois c'est des petites. Ça l'air de rien mais ben des petites affaires, ça finit à la longue par valoir une grosse! À Sherbrooke, y s'en passe ben des petites pis des grosses, des fois c'est surprenant!

(Tableau données du CAL-CACS)

Non, mais c'est vrai, te faire siffler pis te faire dire des paroles que t'as pas le goût d'entendre, ça finit par être tannant, tu viens choquée pis là ta journée de magasinage est ben moins l'fun! Vers 4:00 la fille à ma voisine est venue nous rejoindre. On se promenait sur la rue Wellington toutes les trois pis y a un gars qui a dit à Nathalie (c'est le nom de la fille à ma voisine) qu'elle avait des belles fesses. Ben elle, elle a pas pris ça pour un compliment puis elle lui a laissé savoir au gars à part ça! On était assez fières, je vous dis qu'elle, elle se laisse pas gâcher ses moments de plaisir! On a demandé à Nathalie où elle avait appris à répondre comme ça puis elle nous a répondu que c'était avec des chummes de filles! Ça l'air que c'est bien vrai que ça aide de s'en parler parce que elle, elle se laisse plus déranger.

En revenant chez nous on a vu une affiche qui parlait d'une journée d'action contre la violence faite aux femmes pis Nathalie a proposé qu'on y aille toutes les trois. On a trouvé que c'était une ben bonne idée! Cette année c'est

le 19 septembre au soir pis y a toutes sortes d'activités à part ça. Y a un bingo mystère, on va faire des jeux, on va pouvoir danser pis y va même y avoir un groupe de femmes artistes qui vont nous faire un petit spectacle. En tous

cas, Nicole et Lise, si vous lisez cet article-là, j'aimerais ça que vous veniez pis toutes les autres femmes aussi hein! Plus qu'on est de femmes plus on rit!

Liane Flibotte



NOMBRE D'AGRESSIONS SEXUELLES RAPPORTÉES AU C.A.L.C.A.C.S.				
DANS CHAQUE CATÉGORIE D'ÂGE POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1985 AU 31 MARS 1986				
Âge	Agressions sexuelles	Inceste	Harcèlement sexuel	Autre
0 à 14 ans	13	10	2	2
15 à 20 ans	28	12	6	0
21 à 30 ans	22	12	9	2
31 à 40 ans	9	5	6	1
41 à 50 ans	6	3	1	0
51 ans et +	2	1	1	0
TOTAL	80	43	25	5
153				

## Goliath d'accord... Mais David lui?

**Le Pouce qui Rit n'est plus. Il y a environ deux semaines l'organisme sherbrookoise de covoiturage a définitivement mis un terme à ses activités.**

Depuis un an que le service existait, le nombre de ses membres n'avait pourtant jamais cessé de s'accroître. De fait, à la fin du mois d'août, il s'élevait à 530 et tout porte à croire qu'à peine quelques mois auraient suffi à l'organisme pour doubler ce chiffre. En effet, selon France Denis, une des responsables du Pouce qui Rit, au moins la moitié des appels ne provenait pas de membres inscrits, mais de gens n'étant que nouvellement sensibilisés à l'existence d'un service de covoiturage à Sherbrooke.

Mis sur pied en août 1985 à l'aide d'une subvention accordée par le Secrétariat d'État à la Jeunesse, dans le cadre (évidemment) de l'Année Internationale de la Jeunesse, le Pouce qui Rit a dû, pour survivre à cette «prodigieuse» année des jeunes, s'en remettre au frugal programme provincial «Jeunes Volontaires».

Existence précaire diront certains, mais doit-on pour autant nier la nécessité, en ces temps de vaches maigres, d'un tel service dans la région? Sherbrooke étant peuplé de nombreux-ses étudiants-es provenant de l'extérieur de la ville, ainsi que d'une masse importante de travailleurs-euses en transit, le covoiturage était, d'une manière ou d'une autre, appelé à s'y développer.

En peu de temps, et surtout avec des moyens limités, des Sherbrookoises-és étaient parvenus-és à instaurer un système de covoiturage on ne peut plus accessible, tant par ses tarifs (2 \$ pour une carte de membre, 6 \$ pour un aller Sherbrooke-Montréal, 8 \$ pour un aller Sherbrooke-Québec) que par le souci qu'avaient les gens qui y travaillaient de personnaliser leurs rapports avec les usagers-ères. L'augmentation en flèche de la demande témoigne d'ailleurs de la réussite de l'entreprise.

Mais pourquoi alors avoir fermé boutique au cœur d'une aventure, malgré tout si prometteuse?

Bien sûr, la dépendance face aux subventions gouvernementales, toujours plus difficiles à obtenir, a joué un rôle certain dans la disparition de l'organisme. En outre, condamnés au cours des sept derniers mois à la rigoureuse diète du programme Jeunes Volontaires, qui ajoute aux alentours de 150 \$ par mois au montant qu'ils-elles reçoivent de l'assurance chômage, les quatre responsables du Pouce qui Rit n'étaient pas sans anticiper certaines difficultés financières.

Mais peut-être auraient-elles persévéré si... à tout David ne s'opposait pas un Goliath. A vrai dire il s'agit de l'implantation prochaine à Sherbrooke du géant québécois du covoiturage, Allo-Stop.

Né à Montréal il y a bientôt quatre ans, Allo-Stop possède à l'heure actuelle des succursales à Québec, Ste-Foy, Rimouski, Hull et Jonquière.

«Lorsque nous avons appris d'un de nos membres qu'Allo-Stop songeait à s'installer à Sherbrooke, nous sommes immédiatement entrés en contact avec eux, explique France Denis. Le Pouce qui Rit était prêt à leur céder local et membres, bref à se fondre à leur service. Nous sommes ensuite retournés les voir à Montréal au mois de mai afin de savoir à quoi nous en tenir quant à leurs intentions... surtout quant à la date de leur arrivée. Ils nous avaient d'ailleurs promis de nous recontacter, ce qu'ils n'ont jamais fait.»

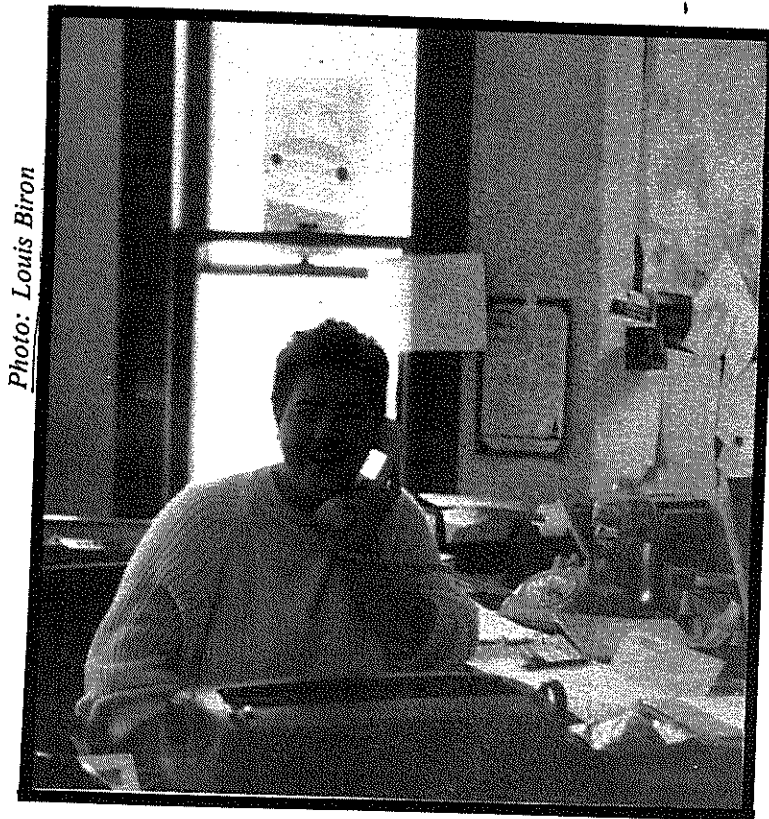


Photo: Louis Biron

France Denis souriante, au dernier jour du Pouce qui rit.

Aux dires de Mme Denis, il n'a jamais été question de déclarer la guerre à Allo-Stop. «Au contraire, nous nous réjouissons du nouvel élan que cela allait donner au covoiturage dans la région. Nous étions d'une ouverture sans borne pour négocier, mais leur manque d'intérêt nous a vite fait déchanter.»

Il faut par ailleurs en avoir discuté avec les responsables d'Allo-Stop pour être à même de comprendre cette intransigeance. Allo-Stop est un organisme qui, comme le clame Claire Patenaude, une des deux directrices du service, «ne doit rien à personne». «Ils (Le Pouce qui Rit) auraient dû prévoir le coup, affirme-t-elle sans ambages. Il n'y a aucun engagement possible avec eux, ni pour leurs membres, ni pour quoi que ce soit. S'ils veulent continuer, il n'ont qu'à le faire... on verra bien qui les gens choisiront.»

Décidément, la loi du marché semble la seule qui régisse Allo-Stop. «Sherbrooke est une ville étudiante qui nous intéressait depuis un certain temps, ajoute Mme Patenaude. Il y a toujours eu une grosse demande pour

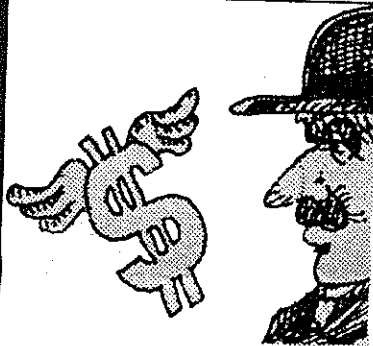
notre service dans cette région.»

Organisme privé à but lucratif, ne vivant que des cotisations de ses 50 000 membres disséminés à travers la province, Allo-Stop ne bénéficie d'aucun soutien gouvernemental. «Nous sommes un modèle d'autosuffisance à imiter,» de soutenir la responsable du service. Ses tarifs, sensiblement plus élevés que ceux du Pouce qui Rit (3 \$ pour une carte de membre, 8 \$ pour un aller Sherbrooke-Montréal, 11 \$ pour un aller Sherbrooke-Québec) traduisent une évidente préoccupation de rentabilité. «Nous nous sommes bâti une renommée autour de la sécurité de notre service, allègue Mme Patenaude. Les gens qui travaillent à Allo-Stop sont des professionnels à qui nous donnons une formation grandement axée sur la sécurité. Il faut que ça se paye tout ça.»

Professionalisme, sécurité, d'accord. Mais faut-il pour autant écarter du revers de la main un organisme qui nous avait si bien servis depuis un an? Quand on parle d'un système de covoiturage, on pense à un service communautaire accessible à l'ensemble de la population, non pas à une guerre de marché. À cet égard, le développement effréné d'Allo-Stop lui aurait-il fait perdre de vue sa fonction première?

Louis Biron

### Faire un budget



Qui pourrait répondre à cette question: où va mon argent? Pourtant il est élémentaire de le savoir pour qui veut s'administrer efficacement. Est-il possible de vivre à l'aveuglette dans ce domaine?

Il existe différentes façons d'organiser ses revenus pour en tirer le maximum d'efficacité. L'idéal serait d'abord de dresser un tableau de ses dépenses et ensuite de se tracer un budget.

#### Faire le point

Pour celui qui veut bien connaître ses habitudes, il est important de noter toutes ses dépenses, au jour le jour, pendant une certaine période; celle-ci terminée, on divise les dépenses en deux grandes catégories: les dépenses fixes (loyer, électricité, etc.) et les dépenses variables (nourriture, vêtement, loisirs, etc.). Ainsi, on est en mesure de connaître ses faiblesses, ses prodigalités. Cette opération possède l'avantage de nous mettre rapidement en face de notre

comportement; par contre, elle oblige à une discipline qui répugne à beaucoup d'entre nous.

#### Le budget

Même si on ne fait pas, au préalable, un tableau de ses dépenses, il est possible de s'établir un budget. Il s'agit de confronter ses revenus avec tous ses besoins ainsi qu'avec ses habitudes de dépense et surtout prévoir les imprévus. Cette opération terminée, il faut avoir la fermeté de corriger certaines habitudes, de couper certaines dépenses si cela s'impose. Le budget, c'est une invitation à la prudence.

Nous sommes, ne l'oublions pas, les principaux artisans de notre mieux-être. Si un bilan, c'est voir, et qu'un budget, c'est prévoir, il m'appartient et à moi seul d'y voir et de prévoir.

Extrait de «Ma Caisse», vol. 18, no 3, «La retraite: un sommet à préparer» disponible dans les caisses populaires et d'économie Desjardins.



caisses populaires et d'économie desjardins

### LA TABLE RONDE DES O.V.E.P. DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314,  
Sherbrooke, Qué., J1H 4Z4

tél: (819) 566-2727

- Un lieu d'échange et une occasion de se solidariser.
- Une ressource au service des groupes populaires.

# Le monde malade du Monopoly

À regarder comment a fonctionné l'économie mondiale au cours des vingt dernières années, on est frappé par la ressemblance entre ce fonctionnement et une partie de Monopoly rendue dans sa phase finale: les pauvres s'appauvrissent, les riches s'enrichissent et se dévorent les uns les autres (les «dévotés» devenant moins riches ou carrément pauvres) et cela, à une vitesse de plus en plus grande.

C'est ce que nous apprennent certains chiffres publiés récemment: de tous les coins de la terre nous parviennent des données qui démontrent cette tendance à l'accaparement d'une part toujours plus grande de la richesse par la minorité riche.

Par exemple, une récente enquête du Congrès américain révélait qu'aux États-Unis, une demie de 1% des familles possèdent à elles seules 35% de la richesse du pays, alors qu'elles en détenaient 25% en 1963; si l'on prend les 10% des familles les plus riches, leur part du gâteau s'élève à 72% aujourd'hui, alors qu'elle était de 65% en 1963. Inversement, 90% des Américains, qui en 1963 se partageaient 35% de la richesse nationale ne possèdent maintenant que 28% de cette richesse!

Si on partage selon cette proportion dix millions de dollars entre mille personnes, cela donne la répartition suivante:

5 personnes reçoivent \$3.5 millions, soit \$700,000. chacune  
95 personnes reçoivent \$3.7 millions, soit \$39,000 chacune  
900 personnes reçoivent \$2.7 millions, soit \$3,111. chacune.

On constate donc un écart énorme entre la richesse (si l'on peut dire) de l'immense majorité et celle d'une petite minorité. Le phénomène n'est donc pas exclusif aux pays du Tiers-Monde, déjà tristement célèbres à cause de leurs «contrastes».

Si les inégalités sont moins visibles dans des pays comme les États-Unis et le Canada, c'est que ces pays accaparent plus que leur part de la richesse mondiale. Par exemple, le revenu MOYEN des Canadiens égale 38 fois celui des Haïtiens ou des Indiens et environ 80 fois celui des Éthiopiens, des Maliens ou des Tchadiens!

Le jeu de Monopoly aura eu le mérite de nous faire comprendre comment se produit la concentration de la richesse. La recette est simple: «C'est avec de l'argent qu'on fait de l'argent». Autrement dit: plus t'es riche, plus tu deviens riche, plus t'es pauvre, plus tu deviens pauvre. On voit cela se produire aujourd'hui non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur de chaque pays.

Quand le gâteau grossit assez vite, les majorités pauvres ou à

revenu moyen arrivent à maintenir ou même à augmenter légèrement leur revenu, même si leur part du gâteau diminue.

Mais, depuis la crise qui dure depuis le début des années 1970, le gâteau mondial grossit moins vite. Dans la plupart des pays, le gâteau national est resté de la même grosseur ou a diminué, alors que la part des classes privilégiées a augmenté.

Par exemple, au Brésil, depuis les dix dernières années, les 40%

des Brésiliens les plus pauvres ont vu leur revenu réel augmenter de... 3%, tandis que celui des 10% les plus riches a augmenté de 170%! En Angleterre, la proportion de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté a augmenté de 50% (chiffres officiels) depuis que Margaret Thatcher est au pouvoir.

Pour la majorité des gens, les conséquences sont malheureusement plus graves qu'au Monopoly: la faim, la misère et la maladie se répandent, alors que les ser-

vices sociaux diminuent. Pas étonnant alors qu'éclatent un peu partout des «émeutes de la faim» et que la violence s'empare des sociétés.

Dans un monde où tout s'achète, il est difficile de ne pas «jouer au jeu de l'argent»; or, l'argent fonctionne comme au Monopoly et produit les mêmes résultats: les plus riches raffent tout. La différence, c'est que ceux qui se sont fait «laver» ne peuvent pas se retirer: ils doivent continuer à jouer et à s'endetter,

ils doivent travailler de plus en plus seulement pour «payer la banque»... qui paiera à son tour pour empêcher qu'il ne soit de changer les règles du jeu!

Carmen Riendeau

- 1- D'après un article de La Presse, 27 juillet 1986.
- 2- Selon «Un monde en développement», ACIDI, 1985.
- 3- Sophie Bessis: «La dernière frontière», éd. JC Lattès, 1983, p. 103.
- 4- La Presse, 27 juillet 1986.

## PAUVRETÉ ET MISÈRE

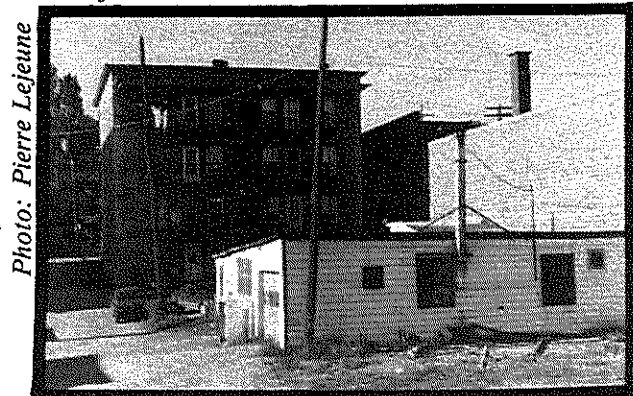
La pauvreté et la misère sont des réalités que l'on côtoie de plus en plus dans notre société d'abondance. La pauvreté, ce n'est pas seulement le Tiers-Monde, les «favelas» (bidonvilles) de Mexico et d'ailleurs, c'est aussi le Québec, que ce soit à Montréal, où la fierté a une ville, ou dans Sherbrooke, plus qu'une ville. Tout est une question de niveau, entre mourir de faim là-bas et souffrir de la faim ici, entre coucher dans les poubelles là-bas ou coucher sous les ponts ici.

La pauvreté, c'est quoi?

Le petit Larousse définit le pauvre comme étant mal pourvu du nécessaire et définit la misère comme une grande pauvreté. Cet article a pour but de vous faire entrevoir ces réalités au-delà des mots. De montrer ainsi que la pauvreté et la misère ne sont pas des fatalités du destin, mais le résultat d'un système éco-

nomique qui appauvrit certains pour engraisser d'autres.

Il est nécessaire pour vivre en société de se loger, de se vêtir, de manger et un peu plus. Les gens doivent avoir des revenus pour pourvoir à leurs besoins essentiels. Bien-être social Canada évalue à plus de 9,000 \$ le seuil de la pauvreté pour une personne seule. Le salaire minimum au Québec donne un revenu inférieur à ce seuil. (Voir tableau 1) Si ce travailleur ou cette travailleuse a des responsabilités familiales, elle est encore plus pauvre. Mais il y a encore pire. Les prestations sociales sont presque toujours en bas de ce seuil: prestations de vieillesse, aide sociale et souvent l'assurance-chômage qui dépend du salaire passé (60% du salaire). Au niveau de l'aide sociale, une personne apte au travail de plus de trente ans reçoit environ 5,000 \$, alors qu'une personne apte au travail de moins de trente ans ne reçoit que 2,000 \$ par année. Là,



c'est vraiment une situation de grande pauvreté, c'est la misère.

Le marché du travail

La pauvreté est étroitement liée à l'emploi. Auparavant, plus les gens étaient actifs, moins ils pouvaient être pauvres et dépendants des allocations sociales; c'était parmi les gens âgés que se retrouvaient le plus les gens pauvres. Aujourd'hui, les jeunes ont dépassé les aînés comme catégorie d'âge atteinte de pauvreté. Cela est dû au taux de chômage élevé, surtout chez les jeunes. Il y a aujourd'hui au Canada moins d'emploi qu'il n'y en avait avant la récession de 1981 et la population a augmenté depuis. C'est ce qui cause le taux élevé de chômage chez les jeunes. Statistiques Canada nous dit que le taux de chômage chez les jeunes était de 14,6% au Canada et de 16,1% au Québec, que la durée moyenne par emploi pour les jeunes est de 13,6 semaines au Canada et de 12,7 semaines au Québec. Un an comprend 52 semaines et ça prend 20 semaines de travail pour avoir de l'assurance-chômage, de là aussi l'augmentation de la pauvreté chez les jeunes.

Problèmes sociaux

La pauvreté et la misère sont en soi des problèmes sociaux, mais elles en engendrent d'autres. On ne parle ni de santé ni de bonne alimentation à un jeune sur le B.S. à 171 \$ par mois. Les conditions d'existence en chambre ou dans un appartement surpeuplé sont en soi cause de dépression. Les psychiatres appellent ça la «dépression situationnelle», c'est-à-dire que ces personnes paniquent sur leur situation. L'alcool et la drogue sont des évasions courantes, ce qui n'est pas une solution. Il est difficile de vivre dans la misère, d'être joyeux et respectueux de l'ordre établi. La criminalité peut

alors être vue comme un moyen de s'en sortir. La misère pousse vers le crime, le pauvre en est autant victime que celui ou celle qui se fait voler.

La pauvreté paie-t-elle?

Le conseil économique du Canada considère que le climat économique actuel est très favorable aux affaires. L'organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) trouve excellente la gestion du Canada, malgré que le taux de chômage soit l'un des plus élevés des pays industrialisés. La récession a fait place à la reprise économique. La pauvreté n'est-elle pas le prix que paie une large portion de la population canadienne pour l'enrichissement d'une mince minorité? C'est ce qu'on peut penser en regardant le tableau 2: on y voit que les 20% des familles les plus riches reçoivent une part du revenu national plus grande que les 60% de familles les plus pauvres.

Des solutions à la pauvreté

La pauvreté et la misère constituent des injustices sociales. Il existe des organismes qui soulagent la pauvreté et la misère, mais ils sont impuissants à enrayer son développement. Les solutions durables à la pauvreté et à la misère passent par une solution au chômage. À ce niveau, la réduction de la semaine légale de travail à 35 heures créerait 300,000 nouveaux emplois, juste au Québec. D'autre part, on ne pourra jamais éliminer la pauvreté si les régimes sociaux (aide sociale, prêts et bourses, pensions de vieillesse...) n'assurent pas un revenu minimum garanti au moins égal au seuil de la pauvreté.

Mario Mercier

**Tableau 1**  
Le seuil de pauvreté pour une ville de 30,000 à 99,999 personnes en 1986 (Source: Conseil Canadien du Bien-être social)

1 personne	\$9,481
2 personnes	\$12,469
3 personnes	\$16,683
4 personnes	\$19,284
5 personnes	\$22,334
6 personnes	\$24,398
7 personnes et plus	\$26,909

Salaire minimum au Québec  
\$4.00/hre x 40 hrs x 52 semaines:  
\$8,320.00

N.B.: Le seuil de pauvreté est atteint lorsque 58.5% et plus du revenu est consacré à la nourriture, au logement et aux vêtements.

**Tableau 2**  
La répartition des revenus familiaux en 1980

Revenu des unités familiales	% de la population	% de l'ensemble des revenus déclarés au Canada
Moins de \$8,142	20%	4.1%
\$8,142 à \$15,873	20%	10.5%
\$15,873 à \$24,050	20%	17.6%
\$24,050 à \$33,912	20%	25.3%
\$33,912 et plus	20%	42.5%

Source: Statistique Canada, 1982

## Kadhafi et le terrorisme

Il est à présent certain que le gouvernement de Kadhafi a appuyé certaines actions généralement qualifiées de terroristes, et que ceci pose un problème de sécurité aux gouvernements occidentaux. De là à conclure que la solution consiste à bombarder des villes libyennes, il y a un fossé, que ni des considérations morales ni des soucis pragmatiques ne permettent de franchir.

Tout d'abord, la notion même d'acte terroriste doit être précisée: il s'agit d'une action qui vise à agir non pas sur les moyens de l'adversaire, mais sur son moral. Les actes terroristes font donc souvent des victimes innocentes. Or si les actes terroristes pratiqués par des forces politiques qui n'ont pas de pouvoir réel se caractérisent par leur aspect clandestin, ils ne sont pas plus condamnables que ceux qui, pratiqués ouvertement par une grande puissance, font bien plus de victimes innocentes. Dans ce sens, le gouvernement américain, qui finance ouvertement les *contras* en Amérique centrale, et qui pose des mines dans les ports du Nicaragua, ne peut se prétendre le défenseur de la moralité internationale. Ce même gouvernement appuie systématiquement et finance les bombardements israéliens de villages libanais et de camps de réfugiés palestiniens, faisant bien plus de victimes innocentes que tous les actes de terrorisme attribués à des Palestiniens. Ce qui différencie ces actions américaines et israéliennes des actes commis par les

terroristes palestiniens que Kadhafi est accusé de financer, c'est surtout l'aspect **clandestin**, absent des premiers, présents chez les seconds. D'un point de vue moral, on pourrait donc dire que les actions terroristes du gouvernement des États-Unis ou de celui d'Israël sont bien plus condamnables, d'abord à cause du nombre beaucoup plus grand de victimes innocentes qui en résulte, mais aussi, et surtout, à cause de leur finalité: perpétuer la dépossession d'un peuple. Il faut ajouter que les grands médias nord-américains passent souvent sous silence ces actes-là de terrorisme.

Quant à la prétention américaine de faire cesser le terrorisme en bombardant des villes libyennes, elle démontre une mé-

connaissance totale des réalités sociales et politiques de la région.

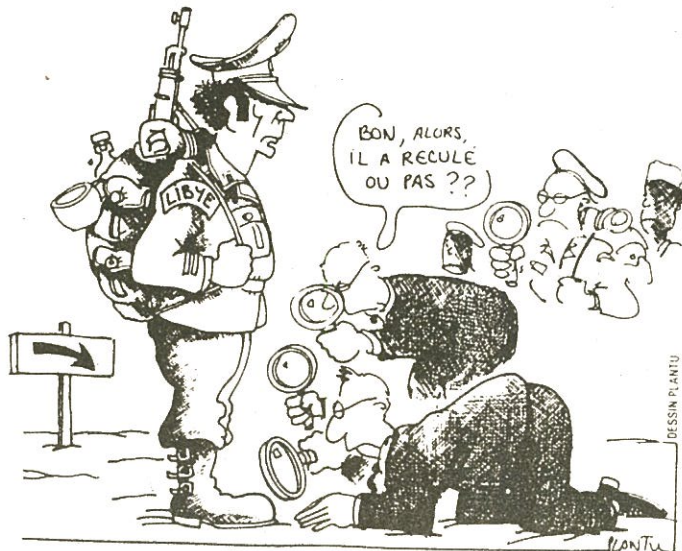
Car ce n'est pas l'argent de Kadhafi qui pousse de jeunes palestiniens à aller mourir dans des aéroports européens, après avoir lancé une grenade. Beaucoup de

ces jeunes ont eux-mêmes subi le terrorisme israélien, ils ont vu le gouvernement des États-Unis appuyer moralement et matériellement ces agressions israéliennes. Ils ont vu des membres de leurs familles mourir sous des bombes américaines. Et ils voient le gouvernement américain s'opposer systématiquement à toute solution politique qui ne revient pas à une reddition totale des Palestiniens. Et chaque fois que le processus politique arrive à des cul-de-sacs, les actes terroristes reprennent de plus belle. C'est donc le désespoir, et non l'argent de Kadhafi, qui pousse ces jeunes à commettre des actes dont la seule finalité est de dire aux gouvernements occidentaux: tant que **notre** sécurité ne sera pas garantie, celle de vos citoyens ne sera pas non plus. Kadhafi pourrait disparaître demain: il n'en sera que plus dangereux, car il deviendra le mythe de celui qui a voulu s'opposer aux agresseurs américains et israéliens; les actes terroristes, eux, ne s'arrêteront pas tant que leur cause — la dépossession du peuple palestinien — persistera.

Enfin, l'action américaine aura un effet de plus: celle de renforcer, et non d'affaiblir la position de Kadhafi. Alors que son autorité commençait à s'émousser, le raid américain sur la Libye enlève à toute force d'opposition dans le pays l'occasion de se manifester: aucune force politique libyenne ne voudrait courir le risque d'être perçue comme étant à la solde des américains, dans un pays où la politique de ses derniers n'est pas particulièrement prisée. D'autre part, le raid renforcera un peu partout dans le monde arabe certaines tendances radicales anti-occidentales, accentuant ainsi une polarisation dont les premiers bénéficiaires seront les mouvements intégristes.

**Rachad Antonius**

Rachad Antonius est sociologue, membre du Centre d'études arabes pour le développement, le CEAD.  
Tiré de «l'Autre Actualité» No 13 - été 1986



## Plus personne sur le podium

À en juger par la lettre de Richard French, Ministre des Communications du Québec, adressée à la Commission des communications du Conseil de la culture de l'Estrie, le 17 juillet dernier, plus personne ne montera sur le PODIUM l'an prochain.

Ce programme d'aide aux organismes de défense des intérêts des usagers des médias (PODIUM) disparaîtra l'an prochain selon une décision du Ministère des communications. Cette décision entraînera la disparition des différentes commissions des communications puisque celles-ci dépendent principalement de la source de financement provenant du PODIUM. Ces organismes, rappelons-le, remplissent des fonctions de représentation, de concertation, d'animation, de formation et d'information de leur milieu en rapport avec des dossiers du secteur des communications.

Par exemple, dans la dernière année, la Commission des communications en Estrie s'est impliquée pour la défense de Radio-Québec, dans le dossier de la protection régionale de Télé 7, dans la démarche de CFLX

auprès du CRTC, etc... De plus, des ateliers de formation concernant les relations des groupes bénévoles et communautaires avec les médias sont offerts. La Commission des communications fait également office de consultant auprès des usagers qui en font la demande.

### Surprise: coupure locale

Mais la lettre du Ministre French comportait une autre surprise de taille. Celui-ci annonce en effet une diminution de la subvention à la Commission des communications en Estrie de l'ordre de 43% pour l'année en cours, passant ainsi de 35 000 \$ à 20 000 \$. Il semble que la région de l'Estrie soit la seule à subir une diminution de son budget. Pourtant, le travail de la Commission rencontre des objectifs et des critères d'admissibilité du programme et aucun changement majeur n'est intervenu dans ses activités. Alors qu'est-ce qui justifie une telle coupure?

La seule explication donnée demeure la justification passe-partout ces temps-ci: les restrictions budgétaires. Comme dans plusieurs secteurs touchés par les coupures, aucune évaluation ou argument concret ne vient expliquer la coupure.

Mais la Commission des communications, existant depuis 1982, et l'ensemble du Conseil de la culture de l'Estrie ont déjà entrepris des démarches auprès de la députation régionale et du ministère des Communications pour défendre le programme PODIUM (ou un substitut) et dénoncer l'injustice dont fait face l'Estrie avec la subvention de cette année.

En cette ère des communications, et connaissant l'importance et l'impact des médias dans notre quotidien, le travail de la Commission s'avère primordial pour la défense des usagers et usagères des médias. D'ailleurs, les récents événements nous prouvent la nécessité d'un tel organisme: diminution du pourcentage du contenu musical francophone à la radio, diminution de la programmation locale à Télé 7, abolition de Radio-Québec Estrie, etc.

Il devient donc important que les organismes du milieu soutiennent la démarche de la Commission des communications pour sa survie.

**Normand Gilbert**

 Carrefour de Solidarité Internationale Inc.


Un centre de documentation et de référence ouvert au public.

535 rue Short  
566-8595

Des petits peuples  
Qui en ont gros à nous apprendre

Joignez-vous au  
Comité Estrien pour l'Amérique Centrale

535 Short, Sherb. 566-8595



## Mini mots-croisés

Des petits mots qui se croisent, sans case noire... Placez dans la grille les mots dont la définition est donnée. Vous verrez que parfois, les mots sont les mêmes horizontalement que verticalement, c'est comme ça...

A B C D

1				
2				
3				
4				

- NO. 1  
 1- Peut être radio ou «de choc»  
 2- Organe  
 3- Froid et silencieux  
 4- Prince de Troie
- a- Arbre  
 b- Gaz inerte  
 c- Raconter  
 d- Greffe

	1	2	3	4
1				
2				
3				
4				

- NO. 3  
 1- Arides  
 2- Elle se répète  
 3- Félin  
 4- Idiots

	1	2	3
1			
2			
3			

- NO. 4  
 1- Rongeur  
 2- Perroquet  
 3- Bonne quantité

SOLUTIONS

S A L	R V S	L V L
A R A	V M I	A R L
L A R	S I R	T A L
	T A T	E T E

NO. 2

S L O S	E N E	E N E
L V H C	T O R M	L O R M
O H C S	E N E R	D E N O
S E C S		

NO. 1


NO. 3

Patrick Nicol

	1	2	3	4
1				
2				
3				
4				

- NO. 2  
 1- Pays et gouvernement  
 2- Sélections  
 3- Pencha pour  
 4- Fut congédié en octobre 1917

Oyez! Oyez!



S'ABONNER C'EST...  
 SE DONNER LES MOYENS  
 DE MIEUX S'INFORMER

ABONNEMENT RÉGULIER ... 12,00 \$   
 ABONNEMENT DE SOUTIEN ... 15,00 \$   
 INSTITUTION ..... 20,00 \$   
 DON ..... \$

Ci-joint un chèque ou mandat poste au montant de \_\_\_\_\_ pour \_\_\_\_\_  
 abonnement(s), adressé à Entrée Libre 187 Laurier, local 310, Sherbrooke,  
 Québec, J1H 4Z4

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Ville \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_  
 Tél: \_\_\_\_\_

### VENTE SERVICE LOCATION



Équipements  
de bureau  
**QWERT** ltée  
 tél: (819) 562- 5079

985 GALT OUEST



### RESTAURANT SANTIAGO

- Cuisine chilienne et canadienne
- fruits de mer

apportez votre vin 1001 galt O.

LA RACCOMMODEUSE (566-5556) | VITRERIE DE L'OUEST (564-4044)

S'unissent pour mieux vous servir  
à une nouvelle adresse.

**1121 BIENVILLE**  
 (face à l'hôpital Youville)

**L'assurance chômage vous fixe un rendez-vous!!?**

Informez-vous au Mouvement des Chômeuses de l'Estrie.

Téléphone (819) 566-5811

Nous sommes à la recherche de collaborateurs/trices

Pour écrire, enquêter, faire de la photo, du montage... Un peu de tout quoi! Collaborer à ENTREE LIBRE, pour apprendre tout en étant actif-ve dans son milieu.

## Le R.A.C.E., un regroupement d'artistes de la région

Le Regroupement des Artistes des Cantons de l'Est (R.A.C.E.) existe depuis maintenant 13 ans. Fondé en 1973, le R.A.C.E. a comme objectif de donner aux artistes professionnels de la région un lieu de rassemblement favorisant les échanges et la promotion des arts visuels. Grâce à son atelier de gravure et son atelier multidisciplinaire, le Regroupement offre également à ses membres un espace physique et des instruments de travail qui facilitent la production et la recherche. Parmi ses activités, le R.A.C.E. organise des stages de gravures auxquels sont invités tous les membres.

En 1983, le R.A.C.E. crée la galerie HORACE pour se doter d'un lieu de diffusion de l'art actuel et offrir à la population locale la possibilité de voir les œuvres

d'artistes de la région et de l'extérieur. Le 5 septembre dernier, la galerie débutait sa quatrième année de fonctionnement avec un programme bien rempli: une vingtaine d'expositions d'artistes de tous les coins de la province, accompagnées d'une série de six conférences. La galerie offre en plus au public un centre de documentation comprenant les dossiers de près de 200 artistes, des revues artistiques et culturelles, et les vidéos des expositions et des conférences.\*

Pour 1987, l'écologie sera l'une des préoccupations majeures du Regroupement qui prévoit pour mai prochain un événement «Art et Écologie en Estrie». Cette activité prendra, entre autres, la forme d'une exposition des membres à la galerie et d'une conférence d'un invité spécial sur

le thème du lien entre l'art et l'écologie. Plusieurs autres activités viendront se greffer à cette thématique.

Constitué d'un noyau initial de 12 membres, le R.A.C.E. en comprend aujourd'hui près du double. Cela témoigne de son dynamisme et de son rayonnement dans la région de l'Estrie. Le Regroupement est dirigé par un conseil d'administration dont la présidente est Arlette Vittecoq, photographe.

La coordination de la galerie a été confiée cette année à Sylvie Bernier.

**Sylvie Bernier  
Luc St-Jacques**

\* La galerie est subventionnée par le Ministère des Affaires Culturelles du Québec, le Conseil des Arts du Canada et la ville de Sherbrooke. Son financement est assuré également par des membres de soutien et des commanditaires.

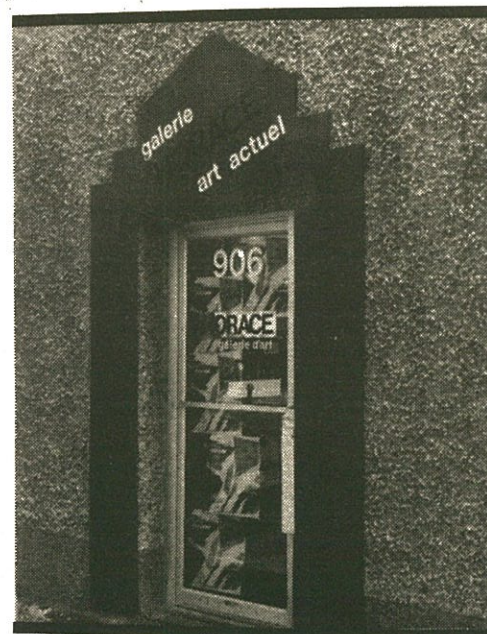


Photo: Luc St-Jacques

La galerie Horace, pour prendre contact avec de l'art de chez-nous.

## Artistes... et Femmes

Des femmes artistes... se dire artiste, c'est pas facile. De l'avouer, de croire en soi... assez pour vous en parler.

On s'est rencontrées par hasard, pour en savoir plus long sur les femmes artistes du passé, lors d'un atelier (le 8 mars 86). Ce fut un genre de coup de foudre. Toutes femmes, toutes artistes. On s'est reconnu le besoin de se revoir pour amorcer un projet commun... quelle forme, quelle voie? Créer.

Toutes ont le goût de plusieurs formes d'art, le groupe occasionne le décloisonnement. Il stimule et nourrit l'imaginaire. Un des aspects est d'être. Où commence une femme? Arriver à être devant d'autres personnes, spontanément, sans désir de performance à tout prix, seulement faire que l'art jaillisse de toutes pour être senti par d'autres. En quelques mois les tendances pro-

fondes orientent les réunions. L'atmosphère, celle d'une collective libératrice. Discussions intenses, énergies propices à livrer aux autres ce que nous avons de plus vulnérable. Toutes sont unanimes à dire que cela «donne le coup de pied» pas facile à faire seule, sinon impossible.

Qu'elles soient poétesse, romancière, auteure, trompettiste, pianiste, guitariste, peintre, griboilleuse, dessinatrice, scénariste, photographe, éclairagiste, potière, costumière, chanteuse, elles tentent de vivre un doux mélange de ce qui vient de l'intérieur et qui demande à s'ouvrir vers l'extérieur. Ainsi est né un spectacle quasi improvisé donné au mois de mai, pour des femmes du CLSC-SOC; multidisciplinaire, il se transforme selon les thèmes choisis. L'expérience fut riche de sensations. On désire donc la renouveler, avec vous peut-être...

**Dominique Dubreuil**



photo: Suzanne Gauvin

## BOUSSOLE

### Calendrier communautaire

Le Mouvement des Chômeurs-euses de l'Estrie (MCCE) organise des soirées d'informations sur la loi de l'assurance chômage et la réforme qui s'en vient. C'est à tous les lundis soir, à 19:30 hres, à la salle Tournesol du 187 Laurier. Pour information: 566-5811.

L'assemblée générale du Comité des Travailleurs-euses Accidentés de l'Estrie aura lieu le 30 septembre, au 187 Laurier. Pour information: 563-8178.

Journée d'action contre la violence faite aux femmes, vendredi le 19 septembre. Plusieurs activités sont organisées au sous-sol de l'église Immaculée-Conception, rue Larocque. Le rendez-vous est à 19:30 hres. Bienvenue à toutes.

Les cueillettes spéciales auront lieu le 7 octobre dans l'ouest et le centre-sud. On vous invite à faciliter la récupération du papier journal en le séparant du reste de vos déchets.

C'est le temps du patinage libre! Informez-vous au 821-5836.

### Calendrier culturel

À partir du 19 septembre, le Centre Léon Marcotte présente une exposition sur le thème: «La forêt apprivoisée». On propose une découverte du rôle et de l'importance de la forêt.

Vous avez jusqu'au 20 septembre pour voir «Loto-Clip», du Théâtre Entre Chien et Loup, présenté à la petite salle du Centre Culturel de l'Université de Sherbrooke. Information: 564-3144.

La galerie d'art du Centre Culturel de l'Université de Sherbrooke présente, jusqu'au 5 octobre, l'exposition «La magie de l'image», réalisée par le Musée d'art contemporain. Jusqu'au 5 octobre également, on pourra voir dans le Hall l'exposition «Action-Impression» du Conseil Québécois de l'Estampe et du Print and Drawing Council de l'Ontario.

Yvon Dagenais, pastelliste, expose à la Caisse populaire de Sherbrooke-Est, jusqu'au 3 octobre.

Olaf Hanel, Luc St-Jacques et Alain Lizotte exposent à la galerie Horace, jusqu'au 28 septembre.

Le Musée des Beaux Arts de Sherbrooke est ouvert de 13 hres à 17 hres, tous les jours sauf le samedi.

**Patrick Nicol**